

Les consultations citoyennes sur l'Europe : un essai à transformer

*Par Yves Bertoncini et Olivier Mousson, Président et Secrétaire général du
Mouvement Européen - France*

16 avril 2018

Nous nous félicitons que des « Consultations citoyennes » sur l'Europe soient organisées en France et dans 26 autres pays de l'UE entre avril et octobre 2018, à l'initiative du Président de la République. Ces consultations traduisent le souhait de renforcer l'ancrage civique des décisions européennes prises au nom des peuples et d'amplifier la démocratisation des Affaires européennes pour laquelle nous militons inlassablement depuis des décennies.

Ces consultations citoyennes ont vocation à mobiliser tous les acteurs du débat public sur les enjeux européens, mais aussi et surtout l'ensemble des Français soucieux d'exprimer ce que leur inspirent l'évolution de la construction européenne, l'appartenance de notre pays à l'UE ainsi que ses politiques et son fonctionnement. C'est une opportunité unique de prendre la parole, pour critiquer l'UE comme pour formuler des propositions constructives, alors que les Européens sont confrontés à des défis internationaux d'une ampleur inédite (en matière sécuritaire, climatique, commerciale, migratoire...) et où ils s'interrogent sur le rôle et la place de l'Europe et de leurs pays dans la mondialisation. Tout doit être fait pour que cette opportunité civique soit pleinement saisie par le plus grand nombre de Français et d'Européens.

Les milliers de militants bénévoles du Mouvement Européen, ses sections locales et associations nationales membres et les Jeunes Européens-France réaffirment leur volonté de se mobiliser pour le succès populaire de ces « Consultations citoyennes », en tirant parti de leur expérience unique des débats destinés à un public non initié.

Nous souhaitons aussi que le succès des consultations citoyennes puisse convaincre de la nécessité de donner la parole aux Français de manière régulière sur les enjeux européens, en s'appuyant sur les « réalisations concrètes » les plus prometteuses.

Les dialogues citoyens organisés par la Commission européenne ou dans des pays comme l'Irlande ont ainsi vocation à devenir la norme plutôt que l'exception.

Les acteurs de la société civile promouvant le débat public sur l'Europe au plus près des citoyens doivent bénéficier d'un soutien matériel et moral constant et même renforcé en ces temps de controverses démocratiques.

Au-delà de consultations référendaires par nature ponctuelles, nous invitons les autorités gouvernementales et communautaires à recourir plus systématiquement à des panels citoyens ou à des forums délibératifs réunissant un « échantillon représentatif » de Français ou d'Européens. Nous les invitons aussi à commander et à publier régulièrement des sondages d'opinion en amont des grands choix et votes opérés par l'UE, et à rendre plus faciles le lancement et la reprise des « initiatives citoyennes » instituées par le Traité de Lisbonne.

Nous soulignons enfin l'importance de préparer la grande « consultation populaire » prévue en mai 2019, c'est-à-dire les prochaines élections au Parlement européen, sur la base d'une approche pleinement démocratique. Cela suppose la diffusion massive de toutes les informations permettant aux électeurs de former leurs opinions et leurs votes, la confrontation pluraliste de forces politiques présentant des candidats à la présidence de la Commission européenne, puis le respect par les chefs d'Etat et de gouvernement du choix exprimé par les électeurs français et européens.

Les consultations citoyennes sur l'Europe sont à la fois une opportunité civique à saisir et un essai politique à transformer. Nous ferons tout pour que leur succès et leur héritage soient à la hauteur des attentes de nos compatriotes en faveur du débat démocratique approfondi qu'appellent le fonctionnement et l'avenir de l'UE.

Tribune parue dans L'Opinion le 16 avril 2018

l'Opinion